

LOCKERBIE

Londres nie un accord «pétrole contre Megrahi»

Le gouvernement britannique a démenti hier que la libération par l'Ecosse du Libyen condamné pour l'attentat de Lockerbie a été motivée par des intérêts pétroliers, reconnaissant cependant qu'il ne voulait pas qu'Abdelbaset al-Megrahi meure en prison.

«Il n'y a pas eu de conspiration, de camouflage, de double jeu, d'accord sur le pétrole, de tentative d'influencer les ministres écossais», a déclaré Gordon Brown au cours d'une conférence à Birmingham (centre).

La remise en liberté d'al-Megrahi était dans «les intérêts nationaux du Royaume-Uni», a-t-il expliqué, citant les décisions de Tripoli de mettre un terme à son programme d'armes de destruction massive et de coopérer dans la lutte contre le terrorisme.

«Ce sont ces questions (qui ont joué, ndlr) et non le pétrole ou

les intérêts commerciaux», a asséné le dirigeant travailliste. La libération d'al-Megrahi «n'a jamais eu aucun lien avec autre chose», a-t-il affirmé. «Notre intérêt a toujours été de renforcer la coalition contre le terrorisme international», a-t-il dit.

Soulignant cependant que la libération d'al-Megrahi était «du seul ressort» de l'Ecosse, indépendante de Londres en matière de justice, M. Brown a estimé qu'il aurait été inopportun pour le gouvernement britannique «d'intervenir».

Abdelbaset al-Megrahi avait été condamné en 2001 à la pri-

son à vie pour l'explosion d'un avion de la compagnie américaine Pan Am au-dessus du village écossais de Lockerbie en 1988.

Sa libération pour des raisons médicales par l'Ecosse le 20 août a suscité une vive controverse, en particulier aux Etats-Unis d'où sont originaires la majorité des 270 victimes.

L'accueil triomphal qu'il avait reçu à Tripoli a encore jeté de l'huile sur le feu.

Dimanche, le *Sunday Times* avait affirmé que Londres avait suggéré d'inclure le Libyen dans un accord de transfèrement de prisonniers avec Tripoli en échange d'un contrat pétrolier entre la compagnie britannique BP et la Libye, d'un montant potentiel de 15 milliards de livres.

L'accord de transfèrement n'a finalement pas servi dans le cas

d'al-Megrahi, qui a en fait été libéré pour des raisons de santé. Le Libyen souffre d'un cancer en phase terminale.

Hier matin, le secrétaire au Foreign Office, David Miliband, avait déjà démenti tout accord «pétrole contre Megrahi».

«A aucun stade, nous n'avons eu l'intention de dire que nous pouvions offrir le genre d'entente qui est invoquée car la libération d'al-Megrahi n'était pas de notre ressort», a-t-il assuré sur la BBC.

M. Miliband a en revanche admis que Londres «ne voulait pas» qu'al-Megrahi «meure en prison», confirmant des déclarations du ministre libyen chargé de l'Europe, Abulati Alobidi, contenues dans une note de mars publiée mardi par l'Ecosse. Ce dernier y assure qu'en février à Tripoli, Bill Rammell, secrétaire

d'Etat aux Affaires étrangères, lui avait indiqué que «ni le Premier ministre ni le ministre des Affaires étrangères (David Miliband ndlr) ne souhaitaient voir M. Megrahi mourir en prison».

«C'est ce que j'ai dit», a confirmé mardi soir sur la BBC M. Rammell. «Je n'en ai pas discuté avec le Premier ministre», a-t-il cependant ajouté.

Hier, le sujet était de retour devant le Parlement d'Edimbourg, où le ministre écossais à la Justice, Kenny MacAskill, a dû une nouvelle fois défendre devant les députés sa décision de libérer al-Megrahi.

Les élus pourraient être appelés à voter en fin de journée pour se prononcer sur cette libération qui n'en finit pas de faire des vagues.

AFGHANISTAN

La production d'opium baisse mais les stocks sont énormes

La production d'opium en Afghanistan a certes baissé pour la seconde année consécutive, mais le gonflement massif des stocks représente une «bombe à retardement» pour l'humanité, a averti hier l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD).

L'Afghanistan produit 90 % de l'opium mondial, qui sert notamment à fabriquer l'héroïne.

En 2009, sa production a reculé de 10 % à 6 900 tonnes, après un pic à 8 200 tonnes en 2007 et 7 700 tonnes en 2008, selon l'ONUDD, alors que la demande mondiale est restée stable à 5 000 tonnes par an. Les superficies cultivées en

pavot ont reculé de 22 % à 123 000 ha cette année, contre 193 000 ha en 2007 et 157 000 ha en 2008.

«L'Afghanistan est entré dans une nouvelle ère», s'est réjoui le ministre de la lutte contre la drogue, le général Khodaidad, au cours d'une conférence de presse à Kaboul. Il a salué le fait que «800 000 personnes avaient arrêté de produire de l'opium».

Dorénavant, 20 des 34 provinces du pays «n'en cultivent plus» et sept ont une «production marginale», a précisé à ses côtés le directeur exécutif de l'ONUDD, Antonio Maria Costa. Gros point noir, les stocks d'opium accumulés au fil des ans représentent une «bombe à retardement» pouvant provoquer «des scénarios potentiellement dramatiques», met en garde M. Costa.

Les surplus représentent «probablement plus de 10 000 tonnes, soit deux années de consommation mondiale d'héroïne ou trois

années d'utilisation médicale de morphine», s'est-il alarmé. Et les tentatives pour localiser les stocks n'ont pas abouti.

«Des milliers de tonnes sont stockées en Afghanistan et dans les pays voisins, peut-être aussi par le crime organisé dans les Balkans. L'année dernière, nous avons trouvé à peine 1 000 tonnes stockées par les agriculteurs», a expliqué M. Costa.

Si les prix à la revente ne chutent pas, les prix payés aux producteurs afghans ont reculé de 25 % en un an, atteignant leur plus bas «depuis que les talibans étaient pouvoir» (1996-2001), et en conséquence, les cultivateurs «se sont tournés vers le maïs et le blé» plus rentables, précise-t-il.

La baisse de la production, favorisée par une «politique antidrogue beaucoup plus agressive,

en particulier dans la province du Helmand», reste donc liée avant tout à une surabondance structurelle de l'offre, conclut M. Costa.

Les superficies cultivées en pavot ont diminué d'un tiers dans la province méridionale du Helmand (près de 50 % de l'opium mondial à elle seule). Les troupes afghanes et étrangères y ont mené ces derniers mois d'importantes offensives pour tenter de réduire les bastions talibans. «Plus que jamais auparavant, la lutte contre le trafic de drogue et la lutte contre l'insurrection (talibane) sont inextricablement liées», juge M. Costa.

«Un mariage d'intérêt entre les insurgés et les groupes criminels provoque l'apparition de cartels de la drogue en Afghanistan.» «Les insurrections à travers le monde (...) sont toujours liées au trafic de drogue», selon M. Costa.

Le responsable a souligné que la répression devait s'accompagner d'une «aide au développement rural tout aussi robuste», en évitant de «s'en prendre aux agriculteurs», car «nous ne parlons pas d'éradication, nous parlons de cibles à haut potentiel», trafiquants, lieux de stockage, etc.

«La maîtrise du problème de la drogue en Afghanistan ne résoudra pas tous les problèmes du pays, mais les problèmes du pays ne peuvent pas être résolus sans la maîtrise du problème de la drogue», a-t-il résumé.

Parallèlement, la culture du cannabis semble en plein essor en Afghanistan, selon diverses sources spécialisées.

Même si les producteurs de haschisch ne semblent pas liés à l'insurrection, «c'est un sujet de grande inquiétude», a admis M. Costa.

IRAN

Paris rejette l'accusation d'«ingérence» et va maintenir sa «fermeté»

La France a rejeté hier l'accusation d'«ingérence» dans les affaires iraniennes sur les droits de l'Homme, et a souligné qu'elle poursuivrait sa politique de «fermeté» sur le programme nucléaire que Téhéran est soupçonné de vouer à des fins militaires.

«Il ne s'agit pas là d'ingérence, mais de fidélité aux valeurs démocratiques et aux principes des droits de l'Homme», a affirmé le ministre français des Affaires étrangères. Le président Nicolas Sarkozy a «eu l'occasion de rappeler qu'il continuerait sa politique de fermeté vis-à-vis de l'Iran», a de son côté déclaré Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, à l'issue du Conseil des ministres.

L'Iran a dénoncé mardi les déclarations du président français Nicolas Sarkozy, la veille à Berlin, selon lequel le peuple iranien «mérite mieux que les dirigeants actuels». Téhéran a jugé «inacceptable» une telle «ingérence» et déploré que la France «adopte des positions de plus en plus extrémistes». «Nous ne pouvons rester silencieux, face aux nombreuses informations

faisant état de mauvais traitements, de tortures et de viols lors de la détention, d'ailleurs injustifiée, de nombreux Iraniens dont le seul crime est d'avoir manifesté», a rétorqué la porte-parole adjointe du ministère des Affaires étrangères, Christine Fages.

«Nous notons qu'en Iran même, d'importants responsables politiques ou religieux dénoncent ces exactions et demandent que des mesures soient prises. Certaines autorités, dont le Guide (Ali Khamenei) lui-même, ont annoncé des enquêtes et des sanctions», a-t-elle dit.

«Il est dans l'intérêt du peuple iranien que toute la lumière puisse être faite sur ces abus et que les coupables soient sanctionnés», a ajouté la porte-parole, soulignant que «c'est dans cet esprit que les autorités françaises se sont exprimées».

De hauts responsables des six grandes puissances (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Allemagne) qui cherchent à empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire se sont retrouvés hier à Francfort (ouest de l'Allemagne) alors que les pays occidentaux menacent de recourir à de nouvelles sanctions contre Téhéran d'ici la fin du mois.

CONDOLÉANCES

A la suite du décès de
Amar Souissi
ex-gardien mythique de l'US Biskra,
Hamid Zekiri, Amrane Bachir et
Hamid Grine présentent leurs plus
sincères condoléances à la famille
du défunt et la prient de trouver ici
l'expression de sa profonde sym-
patie.